

ÉDITO Par Dorian de Meeûs

Cynisme et naïveté, urgent de réagir

Derrière le débat sur la reconnaissance des “droits voisins” (droits intellectuels des éditeurs sur les créations écrites), nous assistons médusés au plus grand lobbying jamais exercé sur le Parlement européen par les géants du net, les célèbres Gafa. A leur secours, ces courants politiques d’une naïveté navrante, qui pensent défendre la circulation de l’information sur le net en niant les droits intellectuels sur la création écrite.

Avant l’an 2000, la vente des journaux et des pubs permettait de rémunérer les journalistes et tous les autres collaborateurs. Depuis l’envol du web, la tendance est au gratuit. Les technologies d’accès à l’information ont changé, mais il demeure essentiel de disposer de contenus issus de rédactions professionnelles, formées à la critique, aux méthodes de recherche et de validation de l’information. Or les rédactions, et les agences de presse couvrant le monde, tout ce secteur professionnel qui assure la qualité de l’information, ce sont des emplois, ils ont un coût, il faut donc un modèle économique. Ce que demandent aujourd’hui la presse et tous les secteurs créatifs dans l’écrit, ce sont les mêmes droits que ceux qui existent pour l’audiovisuel et la musique. Pourquoi l’écrit serait-il moins bien protégé qu’une série télé ou une chanson ? Pourquoi laisser les rédactions se faire piller ? La Commission européenne a proposé un nouveau cadre juridique qui comble ce retard, mais ce sont des gouvernements nationaux, dont la Belgique, et certains courants politiques au Parlement européen qui bloquent. Les Gafa sont contre, ce n’est pas dans leur intérêt. Pire, certains partis comme la N-VA et les écologistes en Belgique sont aussi contre. Les parlementaires européens belges francophones ont tous soutenu la reconnaissance de ces droits, à l’exception de l’eurodéputé Ecolo Philippe Lamberts. Les écolos européens suivent la députée allemande du Parti pirate Julia Reda (Verts/ALE) qui mène le combat contre les droits de la presse.

Soyons lucides, aucun secteur économique ne peut survivre s’il ne peut pas commercialiser ses produits et services. Aucun.